

BRÉSIL - Le pays est le 2e plus gros acheteur de pesticides interdits en Europe. Celle-ci importe ensuite des aliments produits avec ces pesticides

André Cabette, Hélien Freitas et Ana Aranha

lundi 23 novembre 2020, mis en ligne par [Pedro Picho](#)

10 septembre 2020 - L'Europe exporte des pesticides dont elle interdit l'usage sur son sol et importe des aliments cultivés avec ces produits chimiques dans d'autres régions du monde. Le procédé consiste à transférer à des pays comme le Brésil les risques que ces produits représentent pour la santé des travailleurs et pour l'environnement.

Des données non publiées révèlent que le Brésil est le deuxième plus grand acheteur de pesticides fabriqués sur le sol européen, mais interdit d'utilisation dans l'Union européenne et en Angleterre. Cette pratique était déjà connue, mais elle révèle pour la première fois l'importance du Brésil sur ce marché. Il y avait 10 000 tonnes en 2018 et 12 000 en 2019. Plus de la moitié (77%) a quitté l'usine de Syngenta en Angleterre, où l'entreprise produit le paraquat.

L'Union européenne autorise l'exportation de pesticides qu'elle juge trop dangereux pour être utilisés dans son agriculture, mais tolère l'importation d'aliments cultivés avec ces produits sur d'autres continents. « C'est le cycle des pesticides. Nous savons que ces produits sont dangereux, mais nous les vendons et nous externalisons les impacts de notre propre consommation. Pendant ce temps, les paysans, les autochtones et les habitants des zones rurales souffrent au Brésil », explique Laurent Gaberell, l'un des auteurs de l'enquête. Il est chercheur à Public Eye, une organisation suisse qui surveille le comportement des entreprises dans le pays. Les données sur la vente de pesticides ont été obtenues par l'organisation en partenariat avec Unarthed, le bras du journalisme d'investigation de Greenpeace.

Cette pratique a été classée comme « discriminatoire » et « en contradiction avec la législation » selon Baskut Tuncak, rapporteur spécial de l'ONU sur les substances toxiques de 2014 à juillet 2020. « L'Union européenne ne tolère pas ces pesticides sur son territoire, mais en dehors de l'Union européenne, elle prétend que ce n'est pas son problème », a déclaré Tuncak dans un entretien à Repórter Brasil et Agência Pública. Selon lui, cette situation n'est autorisée que grâce à des « failles juridiques » créées pour servir l'industrie des pesticides, qui « continuent de violer les droits humains en dehors de l'Europe ».

En 2018, plus de 81 000 tonnes ont été autorisées à la fabrication dans l'Union européenne et en Angleterre et vendues à 85 pays qui ne font pas partie de l'Union. Les données proviennent des autorisations d'exportation, il est donc possible que le volume effectivement vendu soit plus faible. Il existe 41 types de pesticides différents interdits au sein de l'Union européenne, mais autorisés à la fabrication et à l'exportation. Parmi les raisons qui ont conduit l'Union européenne à les interdire figurent les preuves de leur relation à l'infertilité, aux malformations de bébé, au cancer, à la contamination de l'eau et à la toxicité pour les animaux tels que les abeilles.

Public Eye et Unarthed ont utilisé les lois sur l'accès à l'information pour obtenir des données de l'Agence européenne des produits chimiques et des organismes du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la Belgique et de la France, qui abritent certaines des plus grandes usines de grands producteurs tels que Bayer, Syngenta et Basf. « Les entreprises étaient cachées derrière le bouclier de la confidentialité commerciale. Pour la première fois, nous avons pu accéder à toutes ces informations sur 41 pesticides », explique

Gaberell de Public Eye.

L'appétit du marché brésilien pour ces produits arrive à peine après celui des États-Unis, qui ont été champion des achats. Malgré l'importance du marché américain, la majeure partie des exportations va vers « les pays les plus pauvres, où ces produits agrochimiques nocifs sont censés poser des risques plus importants », indique le rapport. Parmi les plus grands acheteurs sont l'Ukraine, le Mexique et l'Afrique du Sud.

« Ce qui cause des malformations génétiques en Europe les causent également en Malaisie. Ce qui tue les abeilles en Europe les tue au Brésil ou en Afrique du Sud. Mais les conditions d'application de la loi et de contrôle de l'utilisation sont plus faibles dans les pays les plus pauvres », explique Gaberell. Il rappelle que le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde autorisent la pulvérisation aérienne, qui est interdite dans l'Union européenne, ou seulement dans des situations spécifiques. Lorsqu'il s'agit d'avions qui déversent le produit chimique, une grande partie est dispersée et peut atteindre les rivières et les communautés rurales autour de la plantation.

L'exportation des risques

Les nouvelles données montrent que parmi les principaux acheteurs de pesticides interdits dans l'Union européenne sont les principaux vendeurs alimentaires pour : les États-Unis, le Brésil et l'Ukraine. En d'autres termes, les entreprises européennes profitent en vendant des pesticides dangereux pour que leurs aliments se développent sur d'autres continents. C'est possible parce que l'utilisation des produits chimiques en question a été interdite à cause du risque pour les travailleurs ruraux et pour l'environnement. Mais quand il s'agit de déchets alimentaires, les occidentaux fixent les limites quantitatives qui sont tolérées dans les aliments importés.

Nombreux sont les aliments brésiliens produits avec des pesticides interdits en Europe qui arrivent sur les marchés européens. L'ONG Pesticide Action Network (PAN) a analysé les tests effectués sur 770 fruits, légumes et céréales vendus par le Brésil à l'Europe en 2018. Sur ce nombre, 97 contenaient des pesticides interdits ou d'utilisation limitée dans l'Union européenne. Sur un total de 31 échantillons de pommes testés en provenance du Brésil, 24 présentaient des résidus de pesticides interdits ou d'usage réglementé en Europe. Des quantités importantes ont également été trouvées dans d'autres fruits, tels que la papaye, la mangue et le citron.

L'analyse du PAN souligne qu'il y a eu peu d'aliments testés au Brésil, de sorte que les résultats ne représentent pas tous les aliments importés du pays. « Mais les données ne laissent aucun doute sur le fait que l'Union européenne achète des produits qui seraient interdits à la production sur son territoire. C'est de l'hypocrisie », explique la toxicologue Angeliki Lyssimachou, l'une des chercheurs travaillant avec les données du PAN. Cette enquête s'inscrit dans le cadre d'une vaste compilation réalisée par le PAN, dont l'équipe s'est penchée sur les tests toxicologiques effectués par les pays de l'Union européenne avec des échantillons d'aliments collectés sur les marchés.

Carbendazime : la nouvelle polémique au Brésil

Le pesticide interdit dans l'Union européenne qui apparaissait le plus dans les aliments brésiliens disponibles sur les marchés européens était le carbendazime. Il était dans 64 des 770 aliments testés. Principalement dans les fruits : il était présent dans 24 des 30 échantillons de pommes, 19 des 112 échantillons de papaye et 13 des 103 échantillons de mangue.

Le carbendazime a été interdit en Europe parce qu'il peut causer des défauts génétiques, altérer la fertilité et nuire au fœtus ; il est aussi très toxique pour la vie aquatique.

Au Brésil, il s'agit du produit le plus trouvé dans l'alimentation, selon les tests effectués par l'Institut brésilien de vigilance sanitaire (ANVISA) entre 2013 et 2015 dans le cadre du Programme d'analyse des résidus de pesticides dans les aliments. Et le troisième le plus détecté entre 2017 et 2018. Dans ce dernier

cas, il est apparu dans 51% des échantillons de poivrons, 24% des échantillons d'ananas et 18% des échantillons de mangue. Il est utilisé dans la culture de l'orange, citron, pomme, haricots, soja et blé. Selon l'IBAMA : Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA), 4 800 tonnes du produit ont été achetées en 2018. Il n'existe pas de données sur l'exportation de ce produit de l'Europe vers le Brésil en 2018 ou 2019, uniquement de l'Europe vers d'autres pays.

Le carbendazime promet d'être la nouvelle controverse du moment au Brésil parce qu'il a subi une réévaluation, ce qui signifie qu'il peut être interdit ou obtenir le renouvellement de son autorisation. Notre reporter s'est entretenu avec des avocats travaillant sur la constitution de ce qui sera le « Task Force Carbendazim », un groupe formé par les fabricants pour défendre l'usage des pesticides sur le marché brésilien. Au Brésil, 25 entreprises ont enregistré 102 produits contenant ce pesticide, dont Adama (une société du même groupe Syngenta), Bayer et Nortox, le plus grand fabricant brésilien de pesticides.

Contacté par notre reporter, Bayer a déclaré qu'il cessera de vendre le carbendazime dans le monde d'ici la fin de l'année. Nortox n'a pas répondu jusqu'à ce que cette affaire soit close.

Champion de l'exportation en Europe et des décès au Brésil

Le produit interdit en Europe qui a eu le plus d'autorisation d'exportation dans le monde est l'un des pesticides qui a le plus d'impact au Brésil : le paraquat. Il y a eu 32 000 tonnes, soit 40 % des exportations totales de pesticides interdites par l'Union européenne en 2018. Il est également de loin le plus exporté vers le Brésil : 9 000 tonnes autorisées en 2018. Ce même produit était le pesticide autorisé au Brésil qui a le plus occasionné de décès de Brésiliens au cours de la dernière décennie, selon les données du ministère de la Santé révélées par Repórter Brasil et Agência Pública. Selon l'IBAMA, 13 000 tonnes ont été vendues au Brésil en 2018. Autrement dit, la production de Syngenta qui a quitté l'Angleterre pour le Brésil correspondait à 68% des achats de ce produit dans le pays.

Contacté pour ce reportage, le bureau de communication de l'entreprise a déclaré qu'il ne répondrait pas aux questions envoyées.

Le paraquat a été interdit en 2007 dans l'Union européenne suite aux études qui ont indiqué que l'exposition aux pesticides est associée à la maladie de Parkinson. Bien qu'elle interdise son utilisation, l'Union européenne autorise l'importation de riz avec jusqu'à 0,5 milligramme de paraquat par kilo. Dans d'autres aliments, l'ensemble de limites est le minimum que la technologie peut détecter. En raison des risques pour la santé humaine, le paraquat a la classification toxicologique la plus élevée au Brésil, il est sur le point d'être interdit, avec une date limite envisagée pour le 22 septembre prochain. Mais après d'intenses pressions de la part des fabricants et des producteurs de soja, l'organisme de réglementation a commencé à discuter de nouveau de l'interdiction, ouvrant la possibilité que d'autres études soient présentées.

En juillet, Repórter Brasil et The Public Agency ont révélé le lobby du soi-disant « Groupe de travail paraquat » pour empêcher l'interdiction. L'argument principal est deux études qui, en théorie, pourraient prouver que la substance est sûre, mais elles ne seront pas disponibles avant la date de l'interdiction. A la suite du rapport révélant des conflits d'intérêts concernant l'une des études faite dans le laboratoire d'Unicamp, le comité d'éthique de l'université a suspendu l'autorisation de la recherche. Cette étude a été financée par l'Association brésilienne des producteurs de soja (Aprosoja), et, bien que suspendue par Unicamp, continue d'être citée par l'association pour la défense du produit lors des réunions d'Anvisa. L'examen du paraquat a été interdit par la justice, mais l'Anvisa a obtenu un renvoi en appel, il sera donc inscrit de nouveau à l'ordre du jour. La prochaine réunion qui pourra trancher la question aura lieu mercredi 15.

La discussion mobilise des organisations de divers domaines. La Campagne permanente contre les pesticides et pour la vie a recueilli plus de 200 signatures d'organisations, de députés et même d'universités demandant à l'Anvisa de maintenir l'interdiction du paraquat.

Plus de risques

En plus du paraquat, il y a cinq autres pesticides qui sont interdits en Europe et dont la fabrication en Europe a été autorisée en 2018. Le propargite, produit par Arysta (une société détenue par un conglomérat indien qui a des usines en Europe) a été interdit dans l'Union européenne en 2011 parce qu'il est considéré comme extrêmement toxique lorsqu'il est inhalé, toxique pour la vie aquatique et peut occasionner de graves dommages aux yeux et provoquer des cancers. En 2018, les ventes de 600 tonnes du produit au Brésil ont été autorisées. En 2019, 608 tonnes.

Le cyanamide, produit par l'allemand Alzchem, est un régulateur de la croissance des plantes qui a été interdit en 2008. En contact avec la peau, il provoque des brûlures graves, des dommages aux yeux et des risques de cancer. En plus d'altérer la fertilité et de nuire au fœtus, il cause des dommages aux organes internes en cas d'exposition prolongée, il est également nocif pour la vie aquatique. En 2018, la vente de 460 tonnes du produit a été autorisée.

« Il a été interdit dans l'Union européenne parce que les autorités ont conclu qu'il est impossible de se protéger lors de son application, même en portant des gants, des masques et d'autres équipements », explique le toxicologue Peter Clausing, membre de la section allemande du PAN (Pesticide Action Network).

Il existe également trois produits chimiques produits par Bayer et vendus au Brésil : l'etoxisulfurum, la cyfluthrine et le thiodicarbe.

Interrogée sur la pratique des entreprises qui continuent à vendre des produits interdits en Europe en raison de risques pour la santé, CropLife (une association représentant les plus grands fabricants mondiaux de pesticides tels que Bayer et Syngenta), a répondu qu'elle respecte les particularités de chaque pays. « Chaque pays a ses particularités de sol, de climat et de ravageurs, en plus de ses mécanismes d'approbation, de réglementation et de surveillance de l'utilisation de pesticides chimiques. Les membres de CropLife Brasil obéissent à des contextes locaux, qui sont différents d'une région à l'autre, et non des moins rigoureux ».

« Il est important de noter que les produits autorisés dans d'autres pays ne sont pas automatiquement autorisés au Brésil », a déclaré, dans un communiqué, la Sindiveg (Union nationale de l'industrie des produits phytosanitaires), qui représente également des fabricants brésiliens tels que Nortox et Ourofino Agrociência. Le groupe fait également valoir les différences climatiques entre les continents. « L'attaque de ravageurs au Brésil est plus grave en raison des conditions climatiques d'un pays tropical, avec des températures plus élevées et un environnement plus humide », indique le communiqué.

Les différences entre les environnements ont également été soulignées par le chercheur Christopher Portier, ancien directeur du National Center for Environmental Health et de l'Agence pour l'enregistrement des substances toxiques et des maladies des États-Unis « Il y a différents ravageurs dans différentes parties du monde. Si un pays a un fléau de criquets qui menace sa sécurité alimentaire, il peut considérer qu'il est nécessaire d'acheter des pesticides que d'autres pays ont interdit parce qu'ils n'ont pas ce genre de problème », a-t-il dit. Il affirme toutefois que ce type de situation ne s'applique que dans des cas exceptionnels et que cet argument « est trop évoqué par les entreprises produisant des pesticides. Un produit comme le paraquat devrait probablement être contrôlé.

Pression sur la Commission européenne

Avec la publication du rapport présentant de nouvelles données, Public Eye a l'intention de mobiliser l'opinion publique contre cette pratique. En réponse à l'organisation, la Commission européenne déclare que la Convention de Rotterdam (dont le Brésil est signataire) établit des règles contre l'exportation de pesticides interdits. « La Convention repose sur le principe qu'il appartient aux pays importateurs de décider d'importer ou non des pesticides répertoriés. »

Un autre exemple est la Convention de Bamako, ratifiée par 25 pays africains. Afin d'empêcher le transfert de déchets toxiques, la convention interdit les substances dans les pays d'origine, tels que les pesticides. « C'est la règle de ne pas importer quoi que ce soit que le pays exportateur n'achèterait pas lui-même », a déclaré M. Portier. « Les pays contrôlent ce qu'ils veulent et protègent leur propre population. »

Toutefois, au Brésil, il n'y a pas d'initiatives en ce sens. Sous le gouvernement Bolsonaro, l'Anvisa a autorisé plus de pesticides que n'importe quel autre gouvernement. En ce moment, l'agence débat de l'interdiction du paraquat, le produit le plus importé d'Europe dans le cadre de la pratique dénoncée par les organisations.

Cet article s'inscrit dans le cadre du Projet *Behind Food*, un partenariat entre Repórter Brasil et Agência Pública pour enquêter sur l'utilisation des pesticides.

Por tras do Alimento : <https://portrasdoalimento.info/>

Traduction française de **Pedro Picho**.

Source (portugais) :

<https://reporterbrasil.org.br/2020/09/%ef%bb%bfbrasil-e-2o-maior-comprador-de-agrotoxicos-proibidos-na-europa-que-importa-alimentos-produzidos-com-estes-quimicos>.